NATIONS
UNIES

E

Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/ICEF/1984/5
25 janvier 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY
FEB
UN/SA COLLECTION

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1984

POUR INFORMATION

EVOLUTION DES PROGRAMMES EN AFRIQUE DE L'EST

Le présent document donne un aperçu de la coopération du FISE dans la région de l'Afrique de l'Est au cours de l'année 1983. A compter de cette année, ce rapport et les autres rapports régionaux rendent compte de façon détaillée des activités au titre des programmes régionaux, qui étaient précédemment décrites dans le rapport du Directeur général.

Le Bureau régional du FISE pour l'Afrique de l'Est a la responsabilité de la coopération du FISE dans les pays suivants : Botswana, Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Somalie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

84-01397 2211U (F)

/...

TABLE DES MATIERES

		Paragraphes
Introduction		1 - 11
I.	Soins de santé primaires	12 - 25
II.	Enseignement	26 - 35
III.	Services de communication et d'information	36 - 44
IV.	Statistiques sociales, suivi et évaluation	45 - 52
V.	Protection de la famille et du jeune enfant	53 - 59
VI.	Techniques appropriées	60 - 66
VII.	Gestion des transports	67 - 69
VIII.	Approvisionnement en eau et assainissement	70 - 78

Introduction

1. La situation générale des enfants et des mères dans les 19 pays de cette région reste précaire. La situation économique générale, caractérisée par la baisse continue des prix des produits de base et le maintien des prix du pétrole à un niveau élevé, touche particulièrement les groupes à faible revenu, dont le niveau de vie s'est, d'une façon générale détérioré et, dans de nombreuses régions de divers pays, a accusé une baisse sensible.

2. Aux difficultés économiques s'est ajouté une grave détérioration des disponibilités alimentaires dans plusieurs pays, notamment en Ethiopie et au Mozambique, où sévit une sécheresse prolongée. De vastes régions de ces deux pays se trouvent dans une situation de famine qui, en raison de la persistance de la sécheresse, ne pourra qu'empirer. D'autres pays, principalement au sud de la région, commencent également à souffrir d'une forte diminution de la production vivrière à cause de l'insuffisance des pluies. La communauté internationale commence à réagir à cette situation mais elle devra renforcer massivement ses efforts au cours de l'année 1984 qui promet d'être une année extrêmement difficile si la sécheresse continue.

3. La réaction du FISE à cette situation doit être mûrement pesée de concert avec d'autres organismes dont le rôle en matière de secours d'urgence est plus précisément défini dans leurs mandats.

4. Sur le plan des réalisations concrètes, on a lancé, au cours de l'année 1983, de vastes programmes pour la fourniture de médicaments de base ainsi que des programmes nutritionnels. Le programme pour la fourniture de médicaments de base en République-Unie de Tanzanie, financé par l'organisme danois de développement international, entre dans sa phase active après une planification intensive qui a duré une grande partie de l'année 1983. Les programmes communs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)/FISE pour l'amélioration de la nutrition financés par l'Italie, ont déjà atteint la phase d'exécution en Ethiopie et en République-Unie de Tanzanie et sont sur le point d'être mis en route au Mozambique et en Somalie. La collaboration avec les gouvernements et les autres institutions concernées a été totale et fructueuse.

5. Le rapport sur La situation des enfants dans le monde 1982-1983 constitue un instrument de plaidoyer qui a été utilisé pour sensibiliser davantage les gouvernements au potentiel de techniques bon marché et simples pouvant entraîner une révolution dans le domaine de la santé maternelle et infantile. La plupart des pays ont lancé ou renforcé des programmes et des projets qui intègrent la lutte contre les maladies diarrhéiques, le suivi de la croissance, la vaccination et l'allaitement au sein. Après la visite du Directeur général dans quatre pays de la région, les gouvernements respectifs ont pris des mesures immédiates en vue de définir les possibilités d'amélioration de la situation des enfants. La rapidité avec laquelle les programmes ont été mis au point en Ethiopie (dans le but de réduire le taux de mortalité des nourrissons dans la ville d'Addis-Abeba) et en Ouganda (où le Président a apporté son entier appui à l'amélioration rapide des services de santé destinés aux enfants) mérite d'être soulignée.

6. Après la visite de S. A. R. le prince Talal Bin Abdul Aziz Al Saud à Djibouti et en Somalie, les Présidents de ces deux pays ont créé des commissions présidentielles pour la mère et l'enfant. Le FISE devrait appuyer au maximum l'élaboration et l'exécution de leurs programmes respectifs.

7. La formation et le perfectionnement du personnel continuent de bénéficier de toute l'attention nécessaire pour favoriser au maximum l'efficacité dans le domaine de l'élaboration et de l'exécution des programmes. Des fonctionnaires nationaux et internationaux chargés de diverses fonctions, notamment des programmes, des fournitures, des finances et de la vérification des comptes, ont participé à la deuxième réunion de travail régionale sur les programmes qui s'est tenue en août. L'efficacité de cette réunion a été renforcée par la participation du représentant de Manille en tant que conseiller technique. Précédemment, au cours de la même année, une réunion de travail consacrée aux questions administratives et financières a également réuni des fonctionnaires de diverses disciplines originaires de pays africains.

8. Tous les pays continuent de se préoccuper de l'efficacité de l'exécution des programmes. Une étude approfondie du système de rapports d'activité périodiques a entraîné des modifications détaillées de la présentation, et le concours d'un administrateur de programmes chargé de superviser, de coordonner et d'assurer une rétroaction constructive sur le système a contribué à en renforcer encore le fonctionnement. Le suivi de l'état d'avancement et de l'efficacité de l'exécution des programmes demeure le principal objectif du rapport périodique d'activité. La mise au point et l'amélioration du système comme instrument de programmation seront poursuivies.

9. Au cours de l'année écoulée, une attention particulière a été accordée aux besoins opérationnels et administratifs de la région ainsi qu'à leurs effets sur l'efficacité de l'exécution des programmes. De nombreux bureaux, parmi les plus petits (bureaux auxiliaires, bureaux de liaison) souffrent considérablement du manque d'efficacité des activités de plaidoyer, de l'exécution du suivi et de l'évaluation des programmes, en raison des contraintes en matière de contrôle administratif et financier dont ils sont l'objet. De plus, les fonctionnaires de ces bureaux sont quelquefois jeunes et inexpérimentés, et bien qu'ils aient de bonnes connaissances dans le domaine des programmes pour le développement, ils manquent souvent de formation ou d'expérience en ce qui concerne les questions de personnel ou les questions financières. Ainsi, les questions intéressant les programmes ou l'administration, ou plus souvent ces deux catégories ne font pas toujours l'objet d'une attention suffisante et les conséquences de cette situation apparaissent souvent dans les rapports des commissaires aux comptes. Une analyse sera réalisée en 1984 afin de trouver des solutions rentables à ces difficultés.

10. Un autre facteur qui continue d'avoir un effet préjudiciable sur l'efficacité de divers bureaux de la région est le retard quelquefois considérable avec lequel sont recrutés les fonctionnaires, aussi bien pour les activités essentielles que pour les projets, qui doivent occuper des postes vacants; si bien que certains bureaux auxiliaires sont restés sans titulaire pendant de longues périodes.

11. En bref, 1983 a été une année marquée par des progrès considérables dans certains domaines, mais où est apparue aussi la nécessité d'examiner certaines situations qui influent directement sur l'efficacité de l'exécution des programmes. La détérioration rapide des disponibilités alimentaires dans plusieurs pays au nord et au sud de la région, provoquée par la sécheresse prolongée et, dans certains cas, conjuguée à des troubles, semble indiquer que les activités traditionnelles du FISE peuvent être considérablement désorganisées du fait de situtions d'urgence qui apparaissent déjà clairement dans certains pays et qui méritent une plus grande attention.

I. SOINS DE SANTE PRIMAIRES

12. La région n'a qu'un conseiller en soins de santé primaires pour 19 pays. De ce fait, il ne lui est guère possible de participer à l'exécution et au suivi des programmes, ou aux activités de formation. La liaison à assurer avec les gouvernements et l'OMS ne permet pas de consacrer du temps à des domaines où les conseils techniques seraient fort utiles. Il ressort des discussions avec les ministères de la santé et de trop courts voyages sur le terrain qu'il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur le suivi et l'évaluation car de nombreux pays atteignent actuellement le stade de l'exécution active de leurs programmes de soins de santé primaires. Cela, ajouté à la nécessité de participer à la formation des formateurs et des administrateurs, exigera un nombre supplémentaire de conseillers en soins de santé primaires car ces activités importantes méritent qu'on leur consacre davantage de temps. Accroître les services consultatifs en matière de soins de santé primaires est d'une importance capitale pour améliorer la capacité du FISE en Afrique de l'Est.

13. Dans de nombreux pays de la région l'accent est mis de plus en plus sur la décentralisation des services de santé en raison du succès enregistré en matière de prestation de soins de santé primaires dans les zones de développement social intégré.

14. Après plusieurs années de plaidoyer en faveur des soins de santé primaires, de nombreux groupes professionnels participent maintenant de façon plus active à leur promotion. On peut citer à ce titre : la réunion de travail organisée au Botswana par l'Association internationale des infirmières qui a défini le rôle des infirmières dans la prestation des soins de santé primaires, le fait que la Confédération des associations et des sociétés médicales africaines ait choisi les soins de santé primaires comme thème de son premier congrès à Nairobi, et la mise en route de divers projets de soins de santé primaires axés sur la communauté par des infirmières et des associations médicales au Kenya. Le FISE a participé pleinement à toutes ces activités.

15. Au cours de l'année 1983, des progrès intéressants ont été enregistrés dans le domaine des soins de santé primaires avec la réorganisation, la mise en oeuvre ou l'élargissement par les pays de leur conception des soins de santé primaires qui mettait davantage l'accent sur les interventions prioritaires rentables et sur une décentralisation accrue aux niveaux de la province et de la collectivité, ainsi qu'avec l'augmentation des fonds disponibles et la mise en route de nouveaux programmes pour la fourniture de médicaments de base et de programmes nutritionnels.

16. Le Ministère de la santé de la République-Unie de Tanzanie a publié un nouveau document sur l'exécution du programme de soins de santé primaires qui, bien qu'il n'ait pas encore été approuvé officiellement, a eu un début d'application avec la formation de travailleurs sanitaires de village dans cinq régions. Pour progresser, ce programme devra surtout faire appel au dialogue et aux activités de plaidoyer en faveur d'une participation accrue et de liens intersectoriels.

17. Les pays situés au sud de la région (Botswana, Lesotho, Swaziland, Zambie et Zimbabwe) s'emploient actuellement à instaurer une coordination plus active entre les organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements dans le domaine des soins de santé primaires. Le but du FISE sera d'encourager cette initiative de façon à stimuler aussi bien les gouvernements que les ONG. En Ouganda aussi s'institue actuellement une collaboration avec les ONG pour les soins de santé primaires axés sur la collectivité; il faudra néanmoins centrer davantage les efforts sur les activités prioritaires dans le domaine de la santé maternelle et infantile.

18. Au Malawi, pour résoudre le problème de la rémunération des travailleurs sanitaires à l'échelon de la collectivité, on tente actuellement, avec l'appui du FISE, une expérience inédite et souple : le programme des travailleurs est mis au point en fonction de ce que la communauté considère comme ses besoins prioritaires, encourageant par là son appui financier aux travailleurs.

19. Au Kenya, a été mis au point un nouveau plan d'opérations pour le développement des soins de santé primaires axés sur la collectivité qui sera d'abord exécuté, en collaboration avec des ONG, dans les districts ayant les taux de mortalité de nourrissons les plus élevés.

20. Une expansion des programmes de formation d'accoucheuses traditionnelles est prévu dans plusieurs pays, l'accent étant mis davantage à l'avenir sur la formation pour le dépistage des cas de grossesses à haut risque et sur le rôle des accoucheuses traditionnelles dans l'éducation nutritionnelle et l'éducation sanitaire infantile qui découlera de leur inclusion dans la catégorie des travailleurs sanitaires des collectivités.

21. Les efforts visant à accélérer la survie et le développement des enfants des pays de la région sont démontrés par l'utilisation accrue de balances dans de nombreux pays, la mise au point de nouveaux diagrammes de croissance et l'instauration d'une surveillance nutritionnelle.

22. La thérapie de réhydratation par voie buccale est devenue la principale stratégie pour la lutte contre les maladies diarrhéiques, grâce aussi bien à l'utilisation de paquets de sels de réhydratation administrés par voie buccale qu'à l'encouragement à la préparation domestique de liquides de réhydratation. Plusieurs pays utilisent actuellement toutes les techniques de communication disponibles pour sensibiliser davantage la population à l'utilisation de la réhydratation par voie buccale.

23. On continue de promouvoir l'allaitement au sein et les pratiques de sevrage améliorées et, au Kenya, le code national concernant les substituts du lait maternel a été considérablement modifié pour s'aligner sur le Code international de commercialisation de substituts du lait maternel. Un comité chargé de contrôler l'efficacité du code a été créé.

24. La vaccination continue de gagner du terrain comme le montrent les évaluations périodiques. Cependant, l'abandon entre, par exemple, la première et la troisième vaccination antidiphtérique et antipoliomyélitique est un point faible contre lequel il faut lutter en sensibilisant les familles à ce problème, et en utilisant les possibilités qu'offrent les communications pour l'appui aux projets.

25. La mise à disposition de fonds plus importants en Ethiopie, en Somalie et en République-Unie de Tanzanie pour des programmes nutritionnels et des programmes pour la fourniture de médicaments de base a permis aux gouvernements d'oeuvrer plus efficacement dans des domaines qui avaient tendance à stagner en raison du manque de ressources. Cela, ajouté aux améliorations dans le domaine de la vaccination et de la réhydratation par voie buccale, permet d'envisager une amélioration synergique et donc plus rapide dans le domaine de la survie de l'enfant. Il faudra améliorer le suivi et l'évaluation pour savoir si cet optimisme est justifié.

II. ENSEIGNEMENT

26. L'enseignement continue d'occuper un rang prioritaire dans les programmes de développement de tous les pays, qui s'efforcent d'assurer un niveau de connaissances minimum à tous les groupes de la population, y compris les personnes handicapées.

27. Certains pays, comme l'Ethiopie, le Rwanda et la République-Unie de Tanzanie, ont entrepris de vastes réformes de leur politique éducative afin de mettre en place un système d'enseignement mieux adapté aux besoins de la population.

28. Un tiers environ des pays sont parvenus à instituer l'enseignement primaire pour tous et s'efforcent maintenant d'en améliorer la qualité et de l'étendre aux minorités.

29. Cependant, la faible fréquentation scolaire et le taux élevé d'abandon appellent encore des mesures prioritaires dans la plupart des pays et les gouvernements devront faire preuve d'initiative et d'imagination pour surmonter ces problèmes.

30. Le FISE apporte surtout son appui à l'élaboration de programmes scolaires et éducatifs visant à un équilibre harmonieux entre le développement physique et intellectuel de l'enfant ainsi qu'à la formation et au recyclage des enseignants. Le stage de formation intégrée des enseignants au Zimbabwe constitue une méthode nouvelle en ce domaine car il vise à former rapidement un grand nombre d'enseignants.

31. On se rend compte de plus en plus que l'efficacité des programmes exécutés dans d'autres secteurs comme la santé et la nutrition ou l'approvisionnement en eau salubre, dépend en grande partie du niveau d'éducation des adultes de la famille. C'est pourquoi on s'efforce, dans la mesure du possible, de prévoir un élément "enseignement" dans les différents programmes conçus dans l'optique de l'intégration complète des services de base.

32. Ce facteur explique également la participation du FISE à des programmes d'alphabétisation fonctionnelle - par exemple à Djibouti, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe - dont la phase expérimentale a montré qu'ils méritaient d'être généralisés. En Ethiopie, la campagne lancée en 1974 a permis de réduire le taux d'analphabétisme qui, de plus de 90 p. 100 est tombé à moins de 50 p. 100.

33. Le FISE a également appuyé des programmes d'instruction élémentaire pour les nouveaux alphabètes et d'enseignement non scolaire dans un certain nombre de pays, dont le Malawi, le Mozambique et la Somalie, qui s'efforcent d'améliorer le niveau de vie de la famille en faisant mieux comprendre les avantages que représente l'amélioration de la santé, de la nutrition, de la puériculture et de la production.

34. La Conférence des Ministres africains de l'éducation qui s'est tenue à Hararé en 1982 a proclamé "l'alphabétisation pour tous d'ici l'an 2000 en Afrique" et, par l'intermédiaire de l'Unesco, a organisé dans différents pays des missions pluridisciplinaires pour examiner la situation en ce qui concerne l'alphabétisation et formuler des propositions pour une autre conférence qui doit se réunir prochainement. La participation du FISE à ces missions a contribué à l'élaboration des propositions relatives aux situations propres à chaque pays.

35. Le FISE encourage activement la recherche de nouvelles méthodes susceptibles d'améliorer l'efficacité des systèmes d'enseignements de pays de la région.

III. SERVICES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

36. L'année écoulée a été particulièrement difficile pour la section des communications et de l'information (SCI) du bureau régional, en raison d'un manque critique de personnel dans les postes clefs. Le chef de section a pris sa retraite au début de l'année et a été remplacé à titre intérimaire par deux consultants. Heureusement, tous deux connaissaient bien le FISE et les moyens d'information auxquels ce dernier fait essentiellement appel pour la diffusion et la propagation des messages contenus dans le rapport sur La situation des enfants dans le monde 1982-1983. Par ailleurs, le poste du responsable régional des communications pour l'appui aux projets et celui de son homologue francophone sont restés vacants pendant presque un an. Un volontaire des Nations Unies a été recruté pour la Section des communications et de l'information au début de l'année, suivi au milieu de l'année par un administrateur auxiliaire, tous deux pour occuper des fonctions d'administrateurs de l'information (adjoints de 2ème classe).

37. Néanmoins, ces difficultés n'ont pas empêché de mener différents types d'activités dans l'ensemble de la région tout en assurant dans la plupart des pays, une large diffusion d'informations concernant le rapport sur La situation des enfants dans le monde 1982-1983, qui a fait l'objet de nombreux reportages dans la presse et autres moyens d'information écrite et, dans la mesure du possible à la radio et à la télévision.

38. Le bulletin publié périodiquement par le bureau régional pour l'Afrique de l'Est : Le FISE en Afrique de l'Est a donné un compte rendu détaillé des thèmes développés dans le rapport sur La situation des enfants dans le monde 1982-1983, en plus des nombreux articles qu'il publie régulièrement. Ces comptes rendus ont été largement utilisés comme sources d'information par les correspondants internationaux et les représentants d'agences de presse ayant leur siège à Nairobi, centre des activiés de presse pour l'Afrique orientale, centrale et australe.

39. Au titre de la "révolution" dans le domaine de la santé infantile, de nombreuses activités de plaidoyer et d'appui aux projets ont été entreprises, dont des réunions de travail sur l'alimentation des nourrissons, organisées à Hararé à l'intention de journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision de toute la région.

40. Non moins important a été le séminaire sur la nutrition de l'enfant, organisé à Kampala par le FISE avec la collaboration de l'OMS, de l'Union interparlementaire et du Gouvernement ougandais, événement qui a préparé la voie à l'application, en Ouganda, du code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Une brochure intitulée The Code considered in Uganda a été publiée par la suite dans le cadre des activités de plaidoyer.

41. Au Kenya, la première du film Gandhi, à laquelle assitaient le Vice-Président du Kenya et d'autres ministres, a fourni une occasion idéale pour faire de la publicité en faveur des activités du FISE dans le pays. La conférence de l'Union interparlementaire à Yaoundé, a donné lieu au Kenya, à un vif débat au Parlement, qui a fait l'objet de nombreux comptes rendus par les organes d'information et de débats sur les avantages de l'allaitement maternel et de l'amélioration des méthodes de sevrage. Les contacts ont été considérablement renforcés entre les ministères kényens, les ONG et le FISE et des entretiens préliminaires ont eu lieu dans le but de créer un "pool" des organes d'information qui participerait à la production et à la diffusion de matériels d'information concernant la "révolution" dans le domaine de la santé infantile.

42. Les relations avec les groupes internationaux de presse et de radiodiffusion se sont renforcées. Entre autres résultats, cette collaboration a permis au correspondant de la BBC en Afrique de l'Est, de réaliser un documentaire sur les méthodes de réhydratation par voie buccale, qui doit avoir une diffusion mondiale. Les principaux journaux et réseaux de radiodiffusion se sont tous inspirés, pour leurs articles ou leurs émissions radio, des informations fournies par la SCI.

43. Le groupe des questions artistiques et de la composition continue d'apporter un important et précieux appui aux initiatives en matière de communications pour l'appui aux projets dans différents pays et montre par exemple comment doivent être présentées les affiches ayant trait à l'éducation sanitaire et nutritionnelle.

44. Les progrès soutenus réalisés par le projet régional relatif à la formation dans le domaine des communications pour les services de base ont été marqués par l'élaboration d'une collection de neuf manuels de formation pratique à l'usage des agents de vulgarisation, qui doivent être publiés à la fin de l'année.

IV. STATISTIQUES SOCIALES, SUIVI ET EVALUATION

45. Le conseiller en statistique et l'administrateur de projet pour le suivi et l'évaluation ayant pris leurs fonctions, il a été possible, avec la collaboration de l'attaché de recherche en surveillance nutritionnelle, patronné par l'Université Cornell, de mieux répondre aux besoins de la région en matière de statistiques sociales. Toutefois, l'accroissement de la demande dans le domaine de la nutrition va continuer, indépendamment des activités d'appui, à poser des problèmes au cours de l'année qui vient. On va tenter de résoudre ces difficultés avec le concours des conseillers en soins de santé primaires et des conseillers en statistiques sociales auxquels sera éventuellement adjoint un expert en matière de nutrition et de statistiques.

46. La surveillance sociale et nutritionnelle a grandement bénéficié de la coopération de l'Université Cornell en matière de recherche, ce qui a permis d'exécuter des études techniques concrètes en sus des activités de plaidoyer et de sensibilisation à cet égard. Particulièrement importante a été l'évaluation du programme de surveillance nutritionnelle, exécuté au Bostwana, basé strictement sur des données cliniques qui a fourni une mine de renseignements et fera l'objet d'une réunion de travail à laquelle six autres pays du sud de la région ont demandé à participer.

47. Au cours de l'année, d'importantes études ont été réalisées au Kenya et à Maurice sur les pratiques d'allaitement au sein et de sevrage.

48. Deux analyses de situations ont été effectuées au cours de l'année au Kenya et au Mozambique. Au Kenya, les activités ont été coordonnées par le Bureau central de statistique, avec la participation active du personnel du programme kényen et de la Section régionale de statistiques sociales. Au Mozambique, le groupe de travail chargé de cette coordination comprenait des membres de l'université et des fonctionnaires des administrations compétentes. Dans les deux pays, les analyses de situation serviront de base de discussions avec le gouvernement pour l'élaboration de programmes de coopération du FISE, au cours des quatre ou cinq prochaines années.

49. La production d'une série de cartes fournissant des profils socio-économiques et des statistiques correspondantes est en cours, avec la participation des bureaux de statistique de différents pays.

50. Avec l'entrée en fonction de l'administrateur de projets, le système d'établissement de rapports d'activité périodiques pour la région a été parachevé par l'élaboration d'un répertoire des projets dont la version préliminaire fait actuellement l'objet de vérification par les bureaux de pays. On a également effectué une analyse préliminaire des structures de dépenses, et l'on procédera à l'établissement de rapports intersectoriels en collaboration avec les conseillers régionaux intéressés.

51. Le système d'évaluation des rapports d'activité périodiques est examiné dans le rapport sur le suivi et l'évaluation qui doit être présenté au Conseil d'administration à sa session de 1984. Cette évaluation a soulevé de nouveau la

question du rapport entre les principaux buts du FISE, organisme axé sur le "développement" et son image de "fournisseur", encore bien ancrée dans l'esprit de certains des gouvernements avec lesquels le FISE coopère et qui parfois se reflète même dans le mode d'action du personnel du FISE. Le système d'établissement des rapports périodiques fait ressortir la nécessité de s'attaquer à ce problème si l'on veut augmenter l'efficacité du FISE dans l'application des politiques qu'il préconise.

52. En République-Unie de Tanzanie on met au point un vaste programme de collecte de données sociales, qui fait appel à des méthodes inédites, impliquant l'utilisation des registres de village et la collecte de données axée sur la collectivité; le programme est lié à la planification communautaire et contribue à aider les systèmes de collecte de données administratives et statistiques. Au Zimbabwe, la participation du FISE à la phase expérimentale du programme d'enquête sur les ménages s'est également avérée fructueuse.

V. PROTECTION DE LA FAMILLE ET DU JEUNE ENFANT

53. La plupart des efforts dans ce domaine ont été orientés vers la protection du jeune enfant, domaine que les gouvernements identifient plus aisément que la protection de la famille. Toutefois, une faible proportion seulement d'enfants âgés de 3 à 7 ans bénéficient de ces services.

54. Tandis que les parents continuent à prendre de plus en plus conscience des besoins de leurs enfants en matière de soins et d'éducation préscolaire, leurs efforts pour créer des centres préscolaires ou des garderies (les appellations diffèrent suivant les pays) sont entravés par le fait qu'ils n'ont ni les ressources financières ni les connaissances nécessaires pour faire fonctionner des services préscolaires.

55. Les mêmes lacunes se manifestent au niveau gouvernemental, bien que certains pays aient pris des mesures positives, notamment en désignant des coordonnateurs de services préscolaires et en formant des enseignants, tout en fournissant un appui sur le plan pratique.

56. Peu de pays ont fait des progrès sensibles en matière d'équipements et de matériel bon marché, produits à partir des ressources locales, aussi de nombreux centres pour enfants sont dépourvus de ces fournitures essentielles. Le problème peut être résolu si l'on développe les talents manuels des élèves-maîtres au cours de leur formation, si on leur fournit un matériel de base à la fin de leur formation et si l'on intéresse les parents à la création de centres de matériel pédagogique préscolaire.

57. Il faudra encore déployer des efforts considérables pour mieux faire prendre conscience aux parents des besoins de leurs enfants en matière de soins et d'éducation et susciter l'intérêt de la collectivité. La situation et les besoins d'une collectivité donnée en matière de services préscolaires doivent faire l'objet d'études plus approfondies si l'on veut trouver des solutions mieux adaptées.

58. Le FISE peut élargir sa participation à la formation des enseignants du préscolaire puisque dans de nombreux pays les programmes préscolaires ont demarré grâce à son appui.

59. La diffusion d'informations sur le jeune enfant se poursuit grâce aux versions anglaise et française de Watoto Wa Africa (Enfants d'Afrique), dont la popularité ne cesse de croître. Le CIS travaille en ce moment à améliorer la présentation de cette revue.

VI. TECHNIQUES APPROPRIEES

60. La section des techniques appropriées a continué à renforcer ses activités en matière d'adaptation des techniques, d'essai et de documentation, tout en mettant l'accent sur l'appui technique apporté à la collectivité dans le cadre des programmes de services de base de divers pays. Tant l'appui technique que les stratégies de diffusion des techniques ont visé à améliorer l'environnement immédiat de la mère et de l'enfant. On a cherché également à promouvoir l'insertion dans des programmes techniques de techniques plus élaborées et néanmoins rationnelles produisant des avantages indirects.

61. Les efforts déployés les années précédentes pour instaurer un appui aux programmes au niveau du pays, destiné à des projets de techniques appropriées, ainsi qu'à des essais pilotes sur le terrain, ont prouvé que le FISE ne manque pas d'occasions d'exercer une influence positive et directe sur les collectivités. Les réussites ont été les plus manifestes lorsque la responsabilité de la production et de la diffusion des techniques demandées incombait aux collectivités bénéficiaires ou aux groupes d'artisans eux-mêmes. La section a joué un rôle de catalyseur qui a permis de renforcer la production et le transfert des techniques.

62. Au niveau du pays, ceci s'est traduit par une meilleure intégration des techniques individuelles spécifiques dans les secteurs existants des programmes. Au Burundi, par exemple, un projet de moulin à marteaux d'un grand intérêt pour les femmes a été intégré aux coopératives rurales. On peut citer aussi le programme d'assainissement amélioré, actuellement mis en place par le FISE au Zimbabwe, qui a adopté un nouveau modèle de latrines récemment testé. Des projets similaires mais de moindre envergure permettent de faire l'essai de ce nouveau modèle de latrines au Burundi et au Kenya. Le Gouvernement du Rwanda a récemment demandé au FISE de mettre au point et d'appuyer un projet de four à charbon de bois, qui sera exécuté par des artisans du secteur privé, à Kigali, la capitale.

63. Des projets de techniques appropriées appuyant un large éventail de techniques à usage des communautés rurales existent désormais au Burundi, en Ethiopie, à Madagascar, au Rwanda, au Swaziland et en Zambie. Bien que l'accent ait été mis surtout sur la mise au point, la démonstration et la diffusion subventionnée de ces techniques, on reconnaît de plus en plus qu'il faut approfondir la recherche sociale pour identifier les besoins spécifiques auxquels les projets peuvent répondre. C'est pourquoi plusieurs projets de techniques appropriées entrant dans de nouveaux cycles de planification incluent désormais l'évaluation des besoins et des ressources, en plus des essais sur le terrain, en tant qu'étapes essentielles du projet.

64. L'appui technique au projet régional de techniques appropriées est fourni par le centre régional de ressources du bureau régional. Au début de l'année, le centre a organisé un atelier employant des artisans. Depuis lors, l'administrateur de projets adjoint du centre s'est occupé d'identifier, d'adapter et d'essayer une vaste gamme de techniques susceptibles d'améliorer sensiblement la vie au foyer. Les plus réussies sont actuellement soumises à des essais sur le terrain, avec la participation de plusieurs communautés urbaines et rurales du Kenya, proches du centre, afin de déterminer leur acceptabilité sociale. Les résultats des essais sur le terrain et des projets pilotes ont fourni de précieuses informations, qui permettront d'améliorer la diffusion des techniques dans les programmes.

65. L'appui aux programmes par pays a consisté également en fourniture de matériel promotionnel - affiches, calendriers et dépliants - généreusement distribué aux agences gouvernementales et aux groupes bénéficiant des services. La section vient de mettre au point une série de diapositives accompagnées d'un commentaire sur la technologie et le changement qui sera projetée lors des activités de plaidoyer à l'intention des planificateurs des projets et des donateurs, ainsi qu'à des fins de promotion en général. Des fascicules illustrés sur des techniques éprouvées sont en cours de production et pourront bientôt être distribués dans la région.

66. Bien que les techniques appropriées soient de plus en plus considérées comme faisant partie intégrante de la stratégie des services de base, un certain nombre de programmateurs de pays et de responsables gouvernementaux les considèrent encore comme un secteur secondaire. Ceci est dû en partie au fait que l'on commence seulement à mieux comprendre comment les techniques appropriées peuvent compléter des activités sectorielles spécifiques. Le recrutement d'administrateurs de projets régionaux pour les pays du sud et pour les pays francophones qui doit intervenir prochainement devrait améliorer sensiblement la situation en renforçant la capacité de la région en matière de plaidoyer et d'assistance directs au niveau des pays.

VII. GESTION DES TRANSPORTS

67. Les activités régionales de gestion des transports ont cessé depuis le départ à la retraite, en avril dernier, du fonctionnaire chargé de la gestion des tansports au niveau régional. Etant donné que le fonctionnaire chargé de le remplacer ne pourra quitter le poste qu'il occupe actuellement avant la fin du mois de janvier 1984, le poste restera vacant encore plusieurs mois.

68. Les activités d'assistance dans le domaine des transports se poursuivent dans plusieurs pays, notamment au Burundi et en Zambie. A Lusaka, la phase de reconstruction de l'atelier d'entretien, financée conjointement par l'Organisation suédoise pour le développement international et par le FISE, touche à sa fin; les activités d'entretien et de réparation, qui ont été accélérées en même temps que le stage d'apprentissage de conduite de moto, feront désormais officiellement partie de l'élément Ministère de la santé du programme zambien. Au Burundi, le garage attaché au Ministèe de la santé et dirigé avec efficacité par un administrateur de projets du FISE continue à assurer l'entretien des véhicules fournis par le FISE.

69. L'élément entretien des véhicules du projet de services de base intégrés pour le nord-ouest de la Somalie fonctionne et 1984 devrait voir la mise en route de toute une gamme de services de gestion des véhicules.

VIII. APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT

70. Le projet régional expérimental visant à trouver les moyens de faire mieux prendre conscience à la population de l'influence de l'eau sur la santé est entré dans sa phase pilote au Kenya. Des enquêtes intensives ont permis d'étudier sur le terrain le niveau de compréhension de la communauté face à ce problème. Il ressort de ces enquêtes que tout en connaissant bien les causes des maladies d'origine hydrique, la population n'agit pas en conséquence. La phase d'élaboration du projet se poursuivra avec l'élaboration et l'essai de méthodes visant à renforcer la compréhension et l'utilisation correcte des connaissances, afin de réduire au minimum les effets des maladies d'origine hydrique et de rendre par conséquent plus efficace l'importante contribution du FISE à l'approvisionnement en eau salubre. Une fois achevée la phase pilote, le programme sera étendu au Botswana, à l'Ethiopie et à la République-Unie de Tanzanie.

71. L'étude pilote a révélé, entre autres, que les systèmes d'approvisionnement en eau hautement mécanisés tombaient fréquemment en panne. Etant donné que la plupart du temps la population ne dispose ni des pièces détachées ni des connaissances nécessaires pour effectuer des réparations, elle n'a d'autre solution que de retourner aux sources d'eau contaminée. Tout le bénéfice de l'approvisionnement en eau salubre est ainsi rapidement perdu.

72. Etant donné qu'un système mécanique d'approvisionnement en eau risque de tomber rapidement en panne s'il est trop souvent utilisé, le FISE recommande que chaque robinet ou pompe à main desserve un maximum de 200 personnes. La deuxième phase du projet de Wanging'ombe en République-Unie de Tanzanie incluera donc la fourniture de pompes à main supplémentaires afin que cette norme ne soit pas dépassée.

73. La vérification de sources captées au Burundi et au Rwanda, quelque temps après leur installation, a montré que les sources continuent à fournir une eau de bonne qualité. Des prélèvements effectués dans des puits peu profonds au Malawi ont montré, en revanche, qu'ils n'étaient pas suffisamment protégés, notamment durant la saison des pluies, et que l'on avait intérêt à creuser des puits plus profonds pendant la saison sèche afin de réduire les risques de contamination.

74. Des représentants de plusieurs pays de la région ont assisté à une démonstration de techniques bon marché d'approvisionnement en eau et d'assainissement, organisée par le FISE sur le site du projet de Wanging'ombe. Cette démonstration visait à encourager l'utilisation et l'adaptation dans toute la région de techniques efficaces d'approvisionnement en eau et d'assainissement .

75. Dans le cadre de l'approvisionnement en eau salubre, le FISE cherche également à faire en sorte que des pièces détachées des pompes à main soient toujours disponibles. A cette fin, de nombreux pays sont encouragés à produire eux-mêmes des modèles de pompes à main éprouvés. Le projet d'installation de pompes à main du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Banque Mondiale, est grâce aux centres d'essai situés au Malawi, une source utile d'information sur les modèles fiables.

76. La rapidité et la qualité de l'exécution des projets d'approvisionnement en eau sont étroitement liées au nombre de personnel qualifié disponible. En 1983, du personnel a été recruté au nord-ouest de la Somalie et en Ouganda, ce qui a permis à ces projets de démarrer. Dans d'autres pays, le renouvellement du personnel peut retarder l'exécution des projets pendant le processus de sélection des candidats.

77. Il faut signaler qu'étant donné que les projets d'approvisionnement en eau sont souvent financés par des contributions "notées", les retards dans l'exécution sont souvent dûs au fait que l'on ne peut commencer à recruter du personnel avant que les fonds soient disponibles. La rapidité du processus de recrutement revêt donc une importance capitale.

78. Le FISE cherche également à convaincre les gouvernements d'établir des normes efficaces pour l'installation des systèmes d'approvisionnement en eau. En l'absence de normalisation, les équipements et les dimensions des canalisations varient énormément, si bien que l'approvisionnement en pièces détachées devient, au pire, impossible et, au mieux, d'un coût exorbitant.